



## Sociétés et jeunes en difficulté

Revue pluridisciplinaire de recherche

29 | Printemps 2023

Varia

---

# Politisation des étudiant·es en France, à l'aune de l'épidémie de Covid-19

*Students' politicization in France, in the light of the Covid-19 epidemic*

*Politización de los/las estudiantes en Francia en relación con la pandemia de Covid-19*

Maxime Salehein

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/sejed/12243>

ISSN : 1953-8375

### Éditeur

École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse

### Référence électronique

Maxime Salehein, « Politisation des étudiant·es en France, à l'aune de l'épidémie de Covid-19 », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], 29 | Printemps 2023, mis en ligne le 30 septembre 2023, consulté le 03 octobre 2023. URL : <http://journals.openedition.org/sejed/12243>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 octobre 2023.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Politisation des étudiant·es en France, à l'aune de l'épidémie de Covid-19

*Students' politicization in France, in the light of the Covid-19 epidemic*

*Politización de los/las estudiantes en Francia en relación con la pandemia de Covid-19*

**Maxime Salehein**

---

## Introduction

- 1 L'épidémie du virus Covid-19 démarre en décembre 2019 en Chine et se propage rapidement dans le monde. En janvier 2020, les premiers cas d'infection sont observés en France. Mi-mars, de premières mesures de confinement national sont alors mises en place. Ces dernières, décrétées par le gouvernement français, ont assigné à domicile un grand nombre de personnes, notamment les étudiant·es de l'enseignement supérieur. Du 16 mars au 2 juin 2020, la fermeture des établissements scolaires s'est accompagnée de la mise en place des cours à distance. Le déconfinement progressif à l'été 2020 s'est rapidement poursuivi par une recrudescence des cas de Covid-19 sur le territoire français, conduisant le gouvernement français à fermer une seconde fois les universités le 30 octobre 2020. Les étudiant·es resteront en distanciel le reste de l'année scolaire 2020-2021. À la rentrée 2021, il s'est écoulé deux années scolaires de confinement pour les étudiant·es.
- 2 Cet article présente les résultats de l'étude des trajectoires estudiantines de socialisation politique à l'épreuve de l'épidémie de Covid-19<sup>1</sup>. À l'université, les trajectoires de socialisation des jeunes se déploient différemment selon plusieurs paramètres : la filière d'études choisie, les conditions économiques et socioculturelles de l'étudiant·e, les rencontres, le diplôme obtenu. Le vécu universitaire est le siège d'une large série de rituels organisant les différentes interactions sociales : avec les

professeures, l'administration, les autres étudiant·es. Cette socialisation universitaire est d'ordre culturel (on étudie, on se cultive) ou professionnel (on tend vers une insertion sur le marché de l'emploi) (Berger et Luckmann, 2006). Elle peut aussi être militante lorsqu'elle donne lieu à certaines formes de contestation (Pudal, 1989). Cette socialisation politique peut parfois être en opposition avec la socialisation primaire, les sensibilités développées sur les bancs de la fac se trouvant alors en contradiction avec les valeurs familiales traditionnelles (Darmon, 2016).

- 3 Il est bien établi par la littérature que le monde étudiantin est marqué par de fortes hétérogénéités ainsi que des processus d'intégration et d'exclusion bien spécifiques. Il s'agira donc d'interroger les effets de l'épidémie sur le monde étudiantin à l'aune de cette fragmentation. Les processus de socialisation sont très divers au sein du monde étudiantin. Les étudiant·es constituent un groupe socialement et économiquement très hétérogène et l'enseignement supérieur ne représente pas de manière égale toutes les classes sociales (Bourdieu et Passeron, 1964). Les enfants d'ouvriers restent largement minoritaires à l'université et ils sont également moins nombreux·ses à s'y maintenir durablement dans des cursus longs (Grignon et Gruel, 1999), témoignant d'inégalités économiques dans l'accès et la poursuite des études supérieures. Les travaux de Bourdieu et Passeron sur le monde étudiantin insistent sur l'influence du capital culturel sur les trajectoires de socialisation ; ils montrent comment l'existence de sociabilités variées à l'université révèle l'importance du poids des déterminismes sociaux (Bourdieu et Passeron, 1964). Ces analyses classiques sont aujourd'hui toujours d'actualité : la « vulnérabilité » chez les « jeunes en difficulté » vient caractériser des catégories de personnes qui, confrontées au système scolaire, rencontrent une « démocratisation ségrégative qui [les] conduit à ne pas accéder aux mêmes parcours scolaires » (Becquet, 2012).
- 4 Les étudiantes constituent en outre une catégorie sociale soumise à l'injonction à « se placer » au sein de la société. Les étudiant·es évoluent dans un « environnement conditionnant le statut socioprofessionnel au niveau d'études et au premier emploi atteints à l'issue de leurs années de jeunesse » (Van de Velde, 2008). Par ailleurs, la filière d'études est une puissante matrice de socialisation. Les disciplines sont des « filtres socio-scolaires » dont les effets diachroniques de triage de la population étudiantine accroissent les inégalités sociales entre les étudiant·es (Millet, 2010). À travers l'étude des étudiantes en médecine, le sociologue Mathias Millet décrit l'exclusion de certains profils étudiants du domaine des études médicales : la reprise d'études, l'étudiant·e salariée, ou l'étudiant·e « dilettante ». Les filières « prestigieuses », à forte visibilité sociale, aux débouchés professionnels valorisés et à fort encadrement recrutent et valorisent les profils scolairement compétitifs et fortement disponibles pour un emploi du temps institutionnel volumineux ; des profils issus « pour pratiquement moitié des catégories cadres et professions intellectuelles supérieures » (Millet, 2010).
- 5 Ces dynamiques de socialisation et d'intégration différenciées au sein du monde étudiantin ont été profondément affectées par l'épidémie de Covid-19 et les mesures de confinement – en témoignent les inégalités face au risque de détresse psychologique pendant le premier confinement (Gandré, 2020). La socialisation universitaire a été profondément altérée par l'épidémie, en plus des modifications des relations des étudiant·es avec leur entourage, des ruptures professionnelles et des variations de leur état de santé. Ces bouleversements se sont accompagnés de formes de fragilisation liées

à un accroissement des situations de précarité ou de décrochage universitaire (Belghith *et al.*, 2020). Le confinement et la rupture des conditions traditionnelles de formation ont accru la pression sur les étudiant·es, dans un contexte de crise sanitaire, sociale et politique.

- 6 Les mesures sanitaires et les propositions de continuité pédagogique ont varié suivant la filière ou l'établissement (université, grande école, classes préparatoires, etc.). Certain·es étudiant·es ont pu continuer à aller en cours, d'autres ont dû s'habituer aux cours en ligne, certaines ont pu avoir accès à des ressources en ligne à la suite de la fermeture des bibliothèques universitaires. Les soutiens économiques et sociaux différenciés ont également entraîné des vécus très variés des mesures sanitaires dans les études supérieures : les étudiant·es issues de familles favorisées ont pu acheter des ouvrages pour leur travail de mémoire, ont bénéficié d'une meilleure connexion Internet, d'un potentiel soutien psychologique et d'un cadre de vie plus calme (Belghith *et al.*, 2020).
- 7 La récurrence des mobilisations étudiantes durant la période épidémique a révélé la grande détresse des jeunes cantonnées aux cours à distance (Wenger et Le Nevé, 2021). Assignées à domicile durant deux années scolaires, les étudiant·es ont été un public violemment exposé aux effets délétères des mesures sanitaires. Les socialisations politiques restent cependant très diverses au sein du monde étudiant et varient en fonction des cursus. Il n'est par exemple pas étonnant de trouver une part importante d'étudiant·es politisées dans les formations en sciences humaines (Michon, 2008). Par ailleurs, certaines caractéristiques sociologiques comme le genre, la classe sociale, la religion et le lieu d'habitation sont susceptibles de favoriser des types d'expérience variés.
- 8 La crise sanitaire s'est prolongée dans le contexte de l'élection présidentielle dont la campagne a pesé sur la socialisation politique, alors même que les jeunes se désengagent progressivement des formes légitimes de participation : plus d'un·e jeune sur deux ne se sent pas proche d'un parti politique (Galland, 2022). Pourtant, ce désintérêt pour la scène politique institutionnelle va de pair avec une inquiétude croissante pour des enjeux sociaux, collectifs et politiques ; les jeunes se sentent en effet concernées « par l'écologie, les violences faites aux femmes, le terrorisme ou les inégalités ». Il se dessine ainsi une « nouvelle forme de participation politique des jeunes générations » (Lardeux et Tiberj, 2021) touchées de manière exceptionnelle pendant l'épidémie par des mesures gouvernementales. Si les aspects conjoncturels (situation de crise, de guerre, de mobilisation) sont bien susceptibles « d'influencer les comportements politiques » (Michon, 2008), on peut légitimement avancer que la crise sanitaire a influencé la socialisation politique des étudiant·es.
- 9 La socialisation politique prend des formes diverses. Elle peut caractériser l'accumulation d'un ensemble de savoirs politiques relatifs aux institutions de pouvoir et partis politiques (politisation « légitimiste » ou « institutionnelle »), conférant à l'individu un sentiment de légitimité à prendre position (Bourdieu, 1977). La politisation peut aussi prendre la forme d'activités bénévoles, manifestations, et se décliner à une échelle individuelle : façons de consommer, de s'habiller... (politisation « relativiste » ou « non institutionnelle »). Cette dernière est l'expression politique de certaines valeurs chez un individu qui fait l'expérience « d'un monde pluriel, stratifié et inégalitaire » (Déloye et Haegel, 2017). Cette forme de politisation « relativiste » signale une prise de conscience de certaines inégalités partagées par un groupe de personnes

(Thin, 2018). Dans ce cas, la politisation s'apparente à la recherche d'un arbitrage lorsqu'un conflit est vécu ou exprimé (Duchesne et Haegel, 2001).

## Méthodologie

- 10 L'étude sociologique présentée repose sur une enquête qualitative menée pendant dix mois, entre novembre 2021 et août 2022, dans la région Hauts-de-France<sup>2</sup>. Cette enquête s'est traduite par la réalisation de 28 entretiens semi-directifs auprès d'étudiant·es ayant répondu en mars 2021 à un questionnaire en ligne, dans le cadre d'une pré-enquête quantitative COSAMe.
- 11 Cette pré-enquête visait à évaluer la santé mentale des étudiant·es et notamment la nature traumatique du confinement, via l'envoi par courriel d'un questionnaire à toutes les étudiant·es de l'enseignement supérieur en France. Ce questionnaire comprenait une échelle psychométrique, l'échelle PCL-5<sup>3</sup>, permettant de mesurer la présence, chez les répondant·es, de symptômes de trouble de stress post-traumatique (TSPT). Cette pré-enquête quantitative a révélé une proportion importante d'étudiant·es présentant des symptômes compatibles avec un TSPT, la plupart d'entre eux considérant le confinement comme un événement potentiellement traumatique. Le genre, les difficultés économiques, de logement, l'isolement social ont été identifiés comme des facteurs de survenue de symptômes de TSPT pendant les périodes de confinement (Wathelet *et al.*, 2021). Les résultats de cette pré-enquête ont permis de mettre en exergue le lien entre l'apparition de ces symptômes parmi les étudiant·es et la perte de liens sociaux de qualité pendant le confinement, suggérant l'impact significatif de l'isolement social sur la santé mentale des étudiant·es. Une faible qualité des liens sociaux multipliait par 2,38 le risque de présenter un TSPT. La rupture des formes habituelles de socialisation semblait ainsi favoriser la survenue d'un TSPT.
- 12 L'étude sociologique, lancée après cette pré-enquête, souhaitait creuser ces résultats liminaires en analysant plus particulièrement les trajectoires de socialisation des étudiant·es, à l'aune de l'épidémie de Covid-19, suivant qu'ils présentaient ou non des symptômes de TSPT. Pour aborder les différentes formes de socialisation et l'impact de l'épidémie sur ces dernières, notre grille d'entretien questionnait successivement les appuis de la socialisation différentielle (genre, âge, milieu social, etc.), les instances de socialisation primaire (famille, école), puis secondaire (université, groupe de pairs, médias, milieu professionnel, associations, etc.), dans l'objectif de repérer des contradictions et tensions au sein de ces instances ou entre ces dernières, antérieures ou postérieures au début du confinement.
- 13 Les entretiens se sont déroulés durant la campagne présidentielle de 2022 et les échanges autour de la socialisation politique, en ouvrant un espace d'expression largement utilisé par nos interrogé·es, ont permis de collecter des matériaux particulièrement riches. L'analyse présentée dans cet article s'intéresse ainsi tout particulièrement aux formes de politisation de nos interrogé·es, dans le contexte de l'épidémie de Covid-19.
- 14 Elle s'appuie sur des entretiens semi-directifs auprès de deux groupes de quatorze étudiant·es, l'un présentant des symptômes compatibles avec un TSPT d'après les réponses aux questionnaires (TSPT probable<sup>4</sup>), l'autre pour lesquels ce n'était pas le cas (absence probable de TSPT). Les étudiant·es qui ont répondu au questionnaire de la pré-

enquête lors d'une sollicitation en mars 2021 et qui ont par ailleurs accepté d'être potentiellement contactées par la suite ont reçu sur leur messagerie étudiante un courriel d'un sociologue leur proposant un entretien visant à comprendre l'impact de l'épidémie sur la santé mentale des étudiant·es. Un premier contact par téléphone était proposé pour détailler le sujet de l'enquête et le déroulé de l'entretien. Le courriel précisait l'octroi d'une gratification pour le déplacement et le temps accordé.

- 15 Nous avons choisi de circonscrire le périmètre géographique de l'enquête sociologique à la région Hauts-de-France, pour deux raisons : d'abord parce que l'équipe de recherche était basée à Lille et que les entretiens se déroulaient de préférence en présentiel, ensuite parce que les résultats de la pré-enquête avaient mis en exergue une prévalence majorée de TSPT dans les Hauts-de-France, en accord avec des données antérieures révélant une surmortalité liée aux troubles de santé mentale – + 14 % par rapport à la moyenne nationale<sup>5</sup> (Observatoire régional de la santé et du social, 2017).
- 16 Les entretiens ont été réalisés majoritairement en présentiel (un quart en vidéo-conférence), dans les locaux du Centre national de ressources et de résilience, dans le centre-ville de Lille. La durée assez longue des échanges, comprise entre 1 h et 2 h 30, permettait aux étudiant·es de prendre le temps de se raconter et surtout d'aborder des sujets annexes au guide d'entretien construit au préalable. Les entretiens comportent de fait une large dimension biographique et rétrospective. Le consentement des interrogé·es pour l'enregistrement audio de la discussion était systématiquement demandé en début d'entretien. L'échantillon (figure 1) s'est constitué au fil des réponses favorables des étudiant·es pour la réalisation d'un entretien.

Figure 1. Caractéristiques sociologiques des étudiant·es de l'échantillon

TSPT	Initiales	Âge	Genre	Lieu de vie	Niveau d'études	Domaine d'études	Entourage quarantaine
0	AB	20	homme	rural	L3	Économie	en famille
0	CD	18	femme	urbain	L1	Infirmière	en famille
0	IJ	18	homme	urbain	L1	Sciences politiques	en famille
0	KL	20	femme	urbain	L1	Droit	en famille
0	OP	23	femme	semi-urbain	L2	Sociologie quantitative	en famille
0	WX	24	homme	semi-urbain	M2	Architecture	en famille
0	YZ	25	femme	urbain	Doctorat	Médecine	en famille
0	BD	20	homme	rural	L2	Science et vie de la terre	en famille
0	CE	22	femme	urbain	L1	Droit	en famille
0	EG	18	homme		L1	Histoire	en famille

				semi-urbain			
0	FH	19	femme	rural	L2	Formation assistante sociale	en famille
0	HJ	17	homme	semi-urbain	L1	Économie	en famille
0	MO	19	femme	rural	L1	Sociologie	en famille
0	OQ	21	homme	urbain	L3	Mathématiques	en famille
1	EF	18	femme	urbain	L1	Anglais	en famille
1	GH	18	homme	urbain	L1	Langues étrangères appliquées	en famille
1	MN	23	non binaire	semi-urbain	M1	Informatique	seul·e
1	QR	28	homme	rural	M1	Tourisme	en famille
1	ST	23	non binaire	urbain	M2	Sciences politiques	en colocation
1	UV	24	femme	urbain	Doctorat	Droit	en famille
1	AC	27	homme	urbain	L1	Droit	en famille
1	DF	18	femme	urbain	L1	Biologie	en famille
1	GI	20	femme	semi-urbain	L3	Gestion	en famille
1	IK	19	femme	urbain	L1	Anglais	en famille
1	JL	21	homme	rural	L3	Ingénieur	en famille
1	KM	18	femme	urbain	L1	prépa B/L	en famille
1	LN	17	femme	rural	L1	Littérature	seule
1	NP	21	homme	urbain	L2	Art	en colocation

- 17 Malgré l'effort pour diversifier les profils des enquêtées en termes de genre, âge, formation, zone d'habitation (rural/urbain) et niveau d'études, on observe dans notre échantillon une surreprésentation d'étudiant·es blanches issues de classes moyennes et favorisées. L'accès régulier à la messagerie étudiante et la possibilité de dégager du temps pour un entretien sociologique constituent des biais de sélection des interrogées. Par ailleurs, les étudiant·es inscrits à l'université et en cursus en sciences humaines, politiques, sociales et en santé sont également surreprésentés. Peu

d'étudiant·es inscrites en classes préparatoires ou dans une grande école (commerce/ingénieur) ont accepté un entretien.

- 18 Être familier des sujets en sociologie, psychologie et santé favorise un intérêt pour cette étude ainsi qu'un sentiment de légitimité à témoigner. Aussi, les cursus en sciences humaines rassemblent des personnes davantage politisées : les filières sont « de véritables contextes d'action entraînant l'activation, l'inhibition ou l'acquisition de dispositions politiques » (Michon, 2008). L'intérêt pour les sujets de santé mentale et de soin s'accroît chez les étudiant·es issues de ces filières. En sont absentes les étudiant·es qui ne se sentent pas concerné·es ou qui ne désirent pas s'exprimer sur ces sujets, et potentiellement ceux qui sont encore en souffrance.
- 19 Les entretiens ont été intégralement retranscrits et ont fait l'objet d'une analyse thématique afin d'en dégager les principales lignes.
- 20 Comment l'épidémie de Covid-19 et les mesures appliquées pour l'endiguer ont-elles influencé les dispositions politiques existantes chez les étudiant·es en France ? Loin d'avoir un effet dépolitisant, la crise sanitaire a accéléré la délégitimation des structures politiques institutionnelles et a eu des effets ambivalents sur les formes de politisation chez les étudiant·es. Cet article propose de décrire dans un premier temps la diversité préexistante des socialisations politiques estudiantines et d'analyser dans un second temps les effets contrastés de l'épidémie sur ces dernières.
- 21 Dans les résultats que nous présentons, chaque témoignage retranscrit entre guillemets est suivi des initiales fictives attribuées à la personne interrogée et d'une référence (PT ou nPT) permettant de signaler l'appartenance (PT) ou la non-appartenance (nPT) de l'interrogée au groupe des étudiant·es présentant probablement un TSPT.

## Diversité des socialisations politiques estudiantines

### Délégitimation des formes politiques institutionnelles : l'exemple du vote

- 22 La crise du Covid-19 intervient dans un contexte de campagne présidentielle qui constitue déjà un fait politique susceptible d'influencer la trajectoire de socialisation, notamment politique, de nos vingt-huit enquêté·es.
- 23 En accord avec les résultats de la littérature en sociologie politique, nos interrogé·es font état d'un éloignement des formes conventionnelles de participation politique comme le vote, signe d'une délégitimation de l'institution politique démocratique, soit par désintérêt pour les enjeux de politique institutionnelle, soit par sentiment de manque de représentation. Un étudiant, achevant ses études en sciences politiques, déclare « voter mais pas tout le temps », car il a l'impression que les « décisions macro, la politique à l'échelle nationale ou internationale [l']impliquent assez peu » (ST, PT). La sociologue Anne Muxel décrit l'existence d'un « vote protestataire » ; et montre que si l'existence d'une « abstention protestataire » signale un mécontentement vis-à-vis de l'offre électorale, elle n'est absolument pas signe d'apolitisme (Muxel, 2018).
- 24 L'absence de nouveautés, le sentiment que « les jeux sont faits », l'indifférence à l'égard de l'offre électorale ou les accusations à son encontre constituent des motifs d'abstention. Une abstentionniste sur cinq considère que les sujets débattus ne le concernent pas, asphyxiant tout sentiment de participation citoyenne indispensable à



la création d'une « démocratie forte » (Pateman, 2010). Ceux qui disent ne pas s'intéresser à la politique constituent à peine plus de 10 % des abstentionnistes, prouvant encore que le désintérêt pour la participation par le vote ne signale en rien une apathie politique (Ipsos, 2022).

- 25 Chez les interrogées en opposition avec les idées du gouvernement en place, le désintérêt pour la politique institutionnelle accompagne bien souvent de fortes sensibilités politiques relevant davantage du champ non institutionnel. À ce titre, une interrogée issue d'un milieu socio-économique modeste, qui entame une formation universitaire en droit, exprime clairement son désintérêt pour l'organisation des élections :

« Je n'en ai rien à faire quoi, savoir pourquoi il est président, comment ça marche, j'm'en fous, moi ! Je n'ai même pas de carte électorale... Vu que je n'y comprends rien, et que ça m'intéresse pas, je ne vote pas, c'est mon droit de pas voter ; par contre, il y a des sujets qui me tiennent à cœur et je me bats pour ça : le droit des enfants par exemple. » (CE, nPT)

- 26 Le vote n'est plus considéré comme le parangon de la participation citoyenne, on lit dans leur discours un sentiment de rétrécissement de leurs marges de choix ; une étudiante déclare aller voter « entre la peste et le choléra ». Les discours politiques ne leur parlent pas.

- 27 Une partie des interrogées se sent ainsi exclue de la politique institutionnelle, qu'elle voit comme réservée à des « professions prestigieuses » (Hughes, 1996). L'ouvrage classique du politiste Daniel Gaxie, *Le cens caché*, permet d'aborder la « ségrégation politique » qui s'opère en démocratie et le sentiment d'illégitimité des personnes qui ne disposent pas d'un capital culturel suffisant (Gaxie, 1978). Une délégitimation des institutions politiques classiques s'opère ; elle est clairement visible dans le contexte de l'élection présidentielle et chez les étudiant·es issues de classes sociales plus modestes. Cependant, parmi les classes sociales les plus aisées, la thèse de Daniel Gaxie ne s'applique pas de façon aussi homogène. Parmi les enquêtées qui disposent d'un capital culturel élevé, soit iels expriment une politisation institutionnelle faiblement marquée – c'est notamment le cas d'une étudiante en médecine, issue d'une famille aisée, qui déclare aller voter par habitude et mimétisme familial : « Je lis les programmes quelques jours avant l'élection et je choisis par élimination, comme dans Koh-Lanta » (YZ, nPT) –, soit ces interrogées expriment une forte politisation institutionnelle, suggérant dans le même temps leur appartenance à un parti politique proche des idées du gouvernement en place. Ces étudiant·es se sentent légitimes à s'exprimer sur des faits politiques, ayant bénéficié d'une socialisation anticipée aux enjeux institutionnels. Un étudiant inscrit dans une grande école d'ingénieur considère le vote « comme un devoir » (OQ, nPT).

- 28 La mobilisation des jeunes est décrite comme la plus contestataire en comparaison avec les autres générations, or le vote pour Jean-Luc Mélenchon relève d'un choix pragmatique chez les jeunes, il s'agissait de voter pour le candidat de gauche le plus susceptible d'être présent au second tour, dans un contexte de « droitisation » de la société (Lagasnerie, 2019). Parmi nos interrogées, plusieurs étudiant·es déclarent justement se déplacer aux urnes uniquement contre un candidat ; c'est notamment le cas de deux étudiantes en sociologie qui manifestent des opinions politiques contre le gouvernement en place :

« Je vais voter uniquement contre le candidat Macron » ; « faire barrage à Macron » ; « Si je vois Macron en tête de sondage, j'irai voter pour le candidat en tête à gauche » (OP, nPT) ;  
 « J'irai voter parce qu'il y a des choses que je veux éviter mais je vais pas voter pour quelqu'un » (MO, nPT).

## Vers de nouvelles formes de politisation

- 29 Les manières de s'informer constituent des socialisations politiques que nous proposons d'analyser chez nos interrogées. Les paroles de ces dernières révèlent la désuétude des anciens relais d'information (télévision, journaux, etc.) en même temps qu'elles confirment l'adoption de nouvelles manières de s'informer sur les réseaux sociaux ou sur d'autres médias numériques, comme YouTube :
- « Je consomme moins de médias comme la télé ou la radio, mais davantage sur Internet, ça s'est accru avec l'épidémie. » (AC, PT)
- 30 Via les médias sociaux, les étudiant-es accueillent l'information, la commentent et la transfèrent. Sur YouTube, plusieurs interrogées choisissent leurs sources en s'abonnant à la chaîne de youtubeurs qui décryptent et condensent l'information. Sur Twitter, c'est l'occasion d'interagir sur des actualités politiques : une étudiante transgenre qui se définit comme militante utilise ce réseau pour « poster des commentaires honnêtes et stricts ; [elle] donne son avis, point final » (OP, nPT). Ces réseaux ne servent pas uniquement à la collecte d'informations mais également à l'expression de points de vue, signalant encore la multiplication des actions politiques immédiates, sans l'aide d'un intermédiaire, sur ces médias numériques.
- 31 Dans son essai *Politiquement jeune*, la sociologue Anne Muxel décrit ce remplacement progressif des médias traditionnels par les réseaux sociaux : le manque de représentativité à la télévision ou dans les journaux, empêchant toute identification, en est un facteur significatif (Muxel, 2018).
- 32 La délégitimation des structures politiques institutionnelles s'accompagne de nouvelles formes de politisation, davantage relativiste ou non institutionnelle. On lit dans le discours de près de la moitié des interrogées une tendance à « penser hors du cadre » (AC, PT). Cette « opposition à la norme ou au politique » (AC, PT) peut rester circonscrite au discours, ou prendre la forme d'une attitude davantage critique envers les dirigeants politiques :
- « Le gouvernement nous ment, nous ment et nous réduit en esclavage » (MN, PT) ;  
 ou encore s'exprimer dans des formes contestataires d'expression :  
 « Contester le pouvoir, ça m'a énormément plu pendant les gilets jaunes » (GH, PT).
- 33 Ces trois interrogées, de genres différents (homme et non-binaire), issues de formations diverses (sciences politiques, langues étrangères, informatique), d'ancrages territoriaux variés et d'âges différents (de 18 à 27 ans), se retrouvent dans des formes communes de contestation du politique. Iels sont issues de milieux sociaux peu privilégiés et l'acte de manifester a du sens pour ces enquêtées, comme pour ce dernier qui a participé au mouvement militant des gilets jaunes.
- 34 Originaire de Dunkerque où il était inscrit au lycée, il s'est aussi mobilisé lors de manifestations contre les réformes de Parcoursup car il estime avoir eu moins de chances que les autres pour son entrée dans le supérieur :
- « Quand tu fais partie d'un lycée qui est le moins bien classé de France, t'as aucune chance, donc on n'a même pas envie de se bouger pour réussir car ce qu'on nous

donne de base c'est rien [...]. Encore un problème de richesse, finalement j'ai pas pu faire mes études autre part qu'à Dunkerque car je n'avais pas les moyens de payer une école à Paris. » (GH, PT)

- 35 L'étudiant a pris conscience des inégalités d'accès à l'enseignement supérieur lorsqu'il en a été victime en tant qu'étudiant dans un lycée socialement dévalorisé :

« Je n'ai pas été accepté en école d'archi alors que j'ai eu 20 en architecture au bac, l'école est gratuite et ça m'aurait permis de sortir de Dunkerque. » (GH, PT)

- 36 Les politisations relativistes et revendicatives de ce type sont ancrées pour plusieurs enquêté·es sur le vécu intime de certaines injustices, notamment chez les étudiant·es les plus précaires. Elles sont le fruit d'un rapport conflictuel antérieur avec le politique. Un étudiant musulman et d'origine marocaine décrit le racisme systémique dont les minorités arabes et musulmanes sont victimes, et notamment son père, un ouvrier immigré qui a subi des discriminations raciales au travail. Héritant du stigmate, l'enquêté affiche une posture de protestation à l'encontre des pouvoirs publics.

- 37 Un étudiant, habitant un quartier de Roubaix dans lequel il décrit une « insécurité qu'[ils sont] nombreux à vivre », dépeint la paupérisation de sa ville et l'inaction des pouvoirs publics :

« L'insécurité s'aggrave depuis quarante ans, statistiquement, les cambriolages, les vols, la petite délinquance, c'est en augmentation. » (AC, PT)

- 38 Sa trajectoire de socialisation politique est modelée par des conditions socio-économiques défavorables et son parcours académique en sciences politiques lui confère un capital culturel lui permettant d'affiner sa compréhension des enjeux sociaux plus généraux, notamment le chômage accru des jeunes dans la ville. Il perçoit ces conditions comme un terreau fertile à la montée de l'extrême droite :

« Il ne faut pas laisser ces sujets aux partis extrêmes, ça pousse les gens à voter pour l'extrême droite. » (AC, PT)

- 39 Ce dernier étudiant illustre la conscientisation des rapports politiques institutionnels à laquelle le vécu d'injustices peut conduire.

- 40 Un dernier exemple illustre les formes de politisation propres aux étudiant·es les plus précaires : un interrogé dénonce l'injonction à la qualification et à l'insertion sur un marché du travail dans lequel il ne se reconnaît pas :

« On ne devrait pas avoir à travailler comment on entend le travail aujourd'hui, mais dans cette société, je sais que je dois travailler pour avoir une place. » (NP, PT)

- 41 Il met ainsi en œuvre des stratégies d'ajustement :

« Je réfléchis à comment faire pour que ce soit le moins douloureux possible. » (NP, PT)

- 42 Sa politisation se lit à travers sa conscientisation des attendus sociaux à l'égard des étudiant·es : « travailler pour avoir une place ».

## Les effets contrastés de l'épidémie sur les socialisations politiques des étudiant·es

### La crise sanitaire : un vecteur de socialisation politique

- 43 La crise sanitaire est une crise politique qui a infléchi la trajectoire de socialisation politique des étudiant·es. La propagation mondiale du virus Covid-19 a rendu la

politisation de cette épidémie inévitable. Les mesures sanitaires se sont introduites dans le débat public, le confinement décrété s'est immiscé dans le quotidien de toutes les Françaises. Une interrogée inscrite en licence de droit déclare à ce titre :

« Le confinement c'est une mesure institutionnelle, c'est de la politique. » (AC, PT)

- 44 La vie des jeunes a été bouleversée par les mesures sanitaires et politiques de confinement, les obligeant à s'intéresser à la sphère politique, à ce qui s'y dit et à ce qui s'y décide et les incitant même, parfois inconsciemment, à avoir un avis, à se positionner sur des sujets clivants relatifs à la crise sanitaire dans un contexte de campagne présidentielle. C'est en cela que l'épidémie de Covid-19 constitue en elle-même une forme de socialisation politique dont nous proposons de décrire les effets sur nos interrogées.
- 45 La politisation de la crise sanitaire s'est opérée par le biais des médias. La recrudescence des informations autour de l'épidémie a été perçue à l'unanimité par nos interrogées comme « anxiogène ». Les étudiant-es parlent de « surinformation », « dramatisation », « tsunami d'informations » (ST, PT), voire de « bourrage de crâne » et les médias ont parfois été synonymes de « mésinformation, étant donné les informations contradictoires » (NP, PT) ; telles sont les paroles de deux étudiantes interrogées qui ont été psychologiquement impactées par les mesures sanitaires de l'épidémie.
- 46 La période épidémique a ainsi occasionné une perte de repères et accéléré la défiance vis-à-vis des médias traditionnels (chaînes télévisées d'information continue, radios) :
- « À la télé, ça manque d'analyse et on ne choisit pas vraiment ce sur quoi on veut être informé » (AC, PT) ;
- « À la télé et dans les médias, on parle de tout et de rien, il y a que des non-sujets » (MN, PT) ;
- « Pendant le confinement, mon père regardait la télé, BFMTV, mais je trouve que c'est un ramassis de conneries » (CE, nPT).
- 47 Bien que « 87 % des jeunes n'[aient] pas confiance dans les médias » (Muxel, 2018), ces derniers ont pris une place prépondérante pendant l'épidémie de Covid-19 en comparaison avec les anciennes épidémies (peste, choléra, grippe espagnole), comme le souligne Patrice Bourdelais, démographe et historien (Laurence, 2020).
- 48 Le virus Covid-19 s'est introduit dans les corps physiques mais aussi dans le corps social, divisant ce dernier « entre vaccinés/non vaccinés, provax/antivax », et laissant aux interrogées le sentiment d'être « mis dans des cases » :
- « On est classés par type, on régresse avec le temps. » (CE, nPT)
- 49 Les étudiant-es sont des jeunes adultes dont le sentiment d'illégitimité à s'exprimer est fort, et ce dernier s'est accru dans le contexte de l'épidémie, sujet à de vifs débats. C'est un sentiment notamment lisible chez un interrogé, jeune homme de 21 ans inscrit en licence de mathématiques, habituellement peu enclin à se positionner sur des décisions politiques, qui justifie sa réserve par la peur d'être « taxé de complotiste » :
- « Au moindre mot, tu peux choquer et faire basculer tout le monde en ta défaveur ; surtout quand on parle d'épidémie et que ça touche à la santé des personnes. » (OQ, nPT)
- 50 Cette réserve est également exprimée par des personnes plus militantes pourtant habituées à exprimer des opinions assez tranchées :
- « Ça ne me dérange pas d'affirmer mon avis mais je ne cherche pas à créer la polémique, je sais que parfois c'est très clivant quand on parle du Covid » (AC, PT) ;

« La plupart des gens ne veulent pas débattre avec moi sur l'épidémie, c'est pour ça que j'hésite à donner mon avis » (OP, nPT).

- 51 La nouvelle socialisation politique créée par l'épidémie de Covid-19 prend des formes ambiguës chez l'ensemble de nos enquêté·es. Elle les pousse à se positionner et à avoir un avis sur ce qui se décide à l'échelle institutionnelle en même temps qu'elle crée une hésitation, voire une peur à s'exprimer. Les interrogé·es expriment en grande partie l'injonction ressentie à se positionner dans un camp, sur un schéma binaire : « provax » et « antivax » par exemple. L'injonction à « rester chez soi » a été vécue difficilement par plusieurs interrogé·es ; selon Davide Le Breton, l'obligation de distanciation sociale a créé un climat de jugement des autres, de surveillance mutuelle où on s'épie, se juge et se dénonce mutuellement. Le sociologue parle de « l'emprise de la conscience collective sur les consciences individuelles » (Le Breton, 2020).
- 52 Interrogé·es sur leur perception des relais d'information au sujet de l'épidémie et des mesures sanitaires, les étudiant·es placent majoritairement les médecins en figures médiatiques d'autorité. Les discours politiques pendant le confinement, les allocutions présidentielles en particulier, sont quant à eux source de réactions très diverses parmi nos interrogé·es. Les communications du Président constituaient pour certaines un rituel à suivre « pour savoir à quelle sauce on allait être mangé », voire « une occasion pour se faire un apéro » (WX, nPT). Ce détachement vis-à-vis des mesures communiquées est plus aisé pour cet interrogé en fin d'études qui, confiné à la campagne, s'est senti « assez bien entouré pendant les confinements » (WX, nPT). D'autres enquêté·es sont plus critiques :
- « Les allocutions du président, j'hésite entre m'énervier et rire » (OP, nPT) ;  
 « La forme *top-down* me choquait plus que les mesures en elles-mêmes » (ST, PT).
- 53 Ces deux interrogé·es, confiné·es en ville et respectivement inscrites en sociologie et en sciences politiques, verbalisent tout au long de l'entretien une opposition assez forte au gouvernement en place.
- 54 Ces nouvelles « habitudes médiatiques » ont entraîné une peur vive au début de l'épidémie ; un étudiant fait état de « crises d'angoisse devant les infos » (GH, PT) – « Macron a alarmé la population avec son “nous sommes en guerre” » (GH, PT) –, conduisant même certaines interrogé·es à refuser d'écouter les communications des mesures sanitaires, pour « conserver [leur] santé mentale » (MN, PT) ou par simple désintérêt pour l'information fournie :
- « Eux, ce qui les intéresse c'est les chiffres : le nombre de contaminations, de personnes en réanimation, ça me parle pas, ça. » (MN, PT)
- 55 Les mesures sanitaires sont parmi la majorité de nos interrogé·es source d'incompréhension :
- « On tourne en rond, avec les doses de rappel. [...] Je ne sors jamais de chez moi, ça sert à quoi que je me fasse vacciner ? » (OP, nPT) ;  
 « Les masques, un coup c'est oui, un coup c'est non » (MN, PT) ;  
 « Le couvre-feu... ça veut dire que le virus se réveille à 20h ?! Dans certains endroits, pas le droit d'être debout, quand tu es assis, tu passes en dessous le Covid ?! » (MN, PT).
- 56 Les directives gouvernementales ont des effets contrastés sur la politisation des étudiant·es et leur perception des autorités publiques. Elles sont perçues comme incohérentes par un étudiant qui, confiné à la campagne, dit ne pas avoir été durement confronté aux restrictions sanitaires :

« Un policier est venu nous dire de porter le masque alors qu'on était deux, seuls dans une gare en pleine campagne, ça m'amuse plus qu'autre chose, je préfère en rire. » (ST, PT)

- 57 Elles sont trop légères pour un autre interrogé favorable à davantage d'obligations sanitaires et en même temps opposé au gouvernement en place :

« Le vaccin, ça devrait être une obligation, il n'est pas question de choix et de responsabilité individuelle. » (NP, PT)

- 58 Elles sont synonymes de privation de libertés pour une autre plus globalement opposée aux restrictions sanitaires (confinement, pass sanitaire) :

« On nous a enlevé notre liberté, tu es forcé à faire des choses, tout le monde le voit. » (CE, nPT)

- 59 Certaines étudiant·es ont vécu le confinement comme un « enfermement » :

« Le souci c'est qu'à partir du deuxième confinement, ils [le gouvernement] n'ont juste pas fait leur boulot, ils n'ont juste rien préparé, ils n'ont rien compris et ils nous enferment, puisqu'ils savent que ça fonctionne. » (MN, PT)

## Sécurité institutionnelle chez les étudiant·es les moins durement impacté·es par la crise sanitaire

- 60 Les étudiant·es qui ne présentent pas de TSPT ont pour la majorité bénéficié d'un environnement confortable lors des confinements (grands espaces, au vert, à plusieurs). L'ensemble des étudiant·es les moins impacté·es psychologiquement par la crise sanitaire (quatorze interrogé·es) se sont confiné·es au sein de leur famille, huit d'entre eux n'ont pas résidé dans un environnement urbain. Pour la majorité d'entre eux et contrairement aux étudiant·es présentant des symptômes compatibles avec un TSPT, ils n'ont majoritairement pas pâti d'un environnement exigu lors des confinements.

- 61 Les conditions de vie pendant le confinement ont été déterminantes dans le vécu de l'isolement. Celui-ci a été moins difficile dans les quartiers plus riches que dans les cités et les quartiers populaires, alors que les habitant·es de ces derniers y sont pourtant moins confiné·es qu'ailleurs : ils occupent des emplois indispensables à la population (Diallo et Robine, 2020 ; Gilbert, 2020). En Île-de-France par exemple, sur les 700 000 travailleuses dénombrées par l'Observatoire régional de santé ayant poursuivi leur activité sur leur lieu de travail habituel durant le premier confinement, 12 % vivent en Seine-Saint-Denis (vs 9 % sur l'ensemble de la région – Observatoire régional de santé, 2020). Dans ce dernier département, où les relations avec la police sont tendues, le taux de verbalisation pour non-respect du confinement frôle le triple de la moyenne nationale dès les premiers mois de confinement, d'après les chiffres fournis par le ministre de l'Intérieur fin avril 2020 (Gauthier, 2020). L'union solidaire grandement sollicitée pendant le confinement n'est de fait pas parvenue à gommer les inégalités économiques et n'a pas non plus permis de « déjouer les actualisations contemporaines de l'assignation raciale » (Mazouz, 2020), les minorités ont pâti plus durement du confinement. Signalons également la recrudescence du racisme anti-asiatique pendant le confinement (Chuang, 2021).

- 62 Par ailleurs, les enquêté·es les moins impacté·es par la crise sont majoritairement issues de classes sociales privilégiées : plus de dix d'entre eux ont au moins un parent cadre (contre moins de cinq dans le groupe d'étudiant·es présentant probablement un TSPT)<sup>6</sup>.

- 63 Interrogées sur leurs opinions politiques, les enquêtées les moins impactées par la crise se sont senties sécurisées par les représentants politiques pendant les confinements. Iels sont moins enclins à exprimer une défiance envers les autorités publiques. Leurs discours révèlent un sentiment que les décisions prises par le gouvernement sont « réfléchies », « raisonnables » (OQ, nPT), que ce soit chez les étudiant·es faisant état d'une politisation institutionnelle faiblement ou fortement marquée. On peut mentionner en ce sens l'exemple d'un étudiant inscrit en licence de mathématiques, peu informé des actualités politiques, exprimant dans le même temps peu de marqueurs d'une socialisation relativiste, qui se déclare satisfait des actions gouvernementales. Interrogé sur son rapport au politique, il estime en être très éloigné, il se sent « dépassé par la politique » :

« Ce n'est pas du tout fait pour moi. » (OQ, nPT)

## Accélération d'une politisation revendicative chez les étudiant·es présentant un symptôme de trouble de stress post-traumatique

### Expérience traumatique du confinement et précarité estudiantine

- 64 À l'issue de l'enquête, les étudiant·es appartenant au groupe d'interrogées présentant des symptômes compatibles avec un TSPT sont également touchés par diverses formes de précarité. La précarité relationnelle, affective ou des liens sociaux (infra-familiaux, à l'université...) constitue un premier facteur de vulnérabilité. Les étudiant·es qui ont déjà traversé des phases de souffrance psychologique sont ainsi ceux qui ont le plus durement pâti des mesures d'isolement :

« Ça m'a certainement niqué psychologiquement, et ça a accru mes tendances dépressives. » (ST, PT)

- 65 Plusieurs étudiant·es chez lesquelles des symptômes compatibles avec un TSPT ont été repérés ont vécu des expériences traumatiques antérieures au confinement ou vivent des événements péri-traumatiques, allant du harcèlement scolaire à la tentative de suicide. Ces vécus constituent des points de départ d'un « retrait social », d'une « anxiété sociale », de « difficultés à décrypter les émotions », voire d'une « peur de la trahison et de [s']ouvrir aux autres » (AC, PT). Ces faiblesses relationnelles composent un terreau fertile à un vécu traumatique de l'isolement. Une personne interrogée ayant entamé une transition de genre juste avant le début de l'épidémie relate l'accroissement de son mal-être psychique en lien avec les mesures sanitaires :

« Le confinement a accentué ma phobie sociale, je ne pouvais pas faire mes courses aux heures de pointe ; seule, j'étais mal mentalement alors que je n'ai pas besoin de beaucoup d'interactions sociales. » (MN, PT)

- 66 Une autre étudiante manifeste à son tour l'augmentation d'un mal-être déjà présent, qui l'a conduite à s'orienter vers un psychologue de l'université :

« De base, j'avais de l'anxiété sociale et elle s'est décuplée au confinement. » (IK, PT)

- 67 Un autre étudiant encore, rapportant des tentatives de suicide antérieures, a été bouleversé par l'épidémie :

« Quand j'ai enfin réussi à m'ouvrir au monde, il s'est refermé sur moi. » (GH, PT)

- 68 Il se dépeint comme instable, oscillant entre « phase de dépression » et « période de lissage de [sa] courbe d'humeur ». Il perçoit les interactions comme des épreuves :

« Le regard des gens m'effraie au plus haut point. » (GH, PT)



- 69 La solitude, lorsqu'elle est davantage subie que choisie, est délétère. C'est le cas d'un interrogé qui affiche un mode de vie très solitaire :
- « Je n'ai pas de loisirs hormis la lecture, je suis seul de manière générale, je ne saurais pas l'expliquer. » (AC, PT)
- 70 Il est suivi par un psychiatre depuis son adolescence pour des épisodes dépressifs :
- « La psychiatrie a fait son effet, ça va quand même globalement mieux depuis quelques années quand même. » (AC, PT)
- 71 Le confinement a fait ressurgir ses angoisses et a accru ses sentiments dépressifs :
- « Ne pas pouvoir sortir, ou seulement sous un motif spécifique et à certaines heures seulement... Le premier confinement, j'ai eu des idées noires. » (AC, PT)
- 72 La préexistence de liens familiaux conflictuels ou fragiles, à l'origine d'un inconfort dans les espaces privés de confinement, a été un catalyseur de souffrance durant l'isolement. Une étudiante rapporte « l'atmosphère tendue » chez elle : ses parents qui divorcent, sa mésentente avec son frère, dans un contexte de pression croissante des parents pour la réussite scolaire :
- « Ils voyaient que je décrochais donc ils étaient sur mon dos. » (IK, PT)
- 73 La précarité sociale constitue également une vulnérabilité certaine favorisant un vécu traumatique des restrictions sanitaires. Elle renvoie à toute forme d'exclusion sociale dont une personne peut être victime : discriminations (raciales, liées au genre...) ou exclusion du système scolaire par exemple. Une étudiante retrace les formes de rejet dont elle est victime, à l'école notamment :
- « Je suis marocaine et ça se voit, je me prends souvent des micro-agressions. » (IK, PT)
- 74 Elle en décrit les influences sur le façonnement de ses interactions sociales :
- « Je me lie d'amitié avec des personnes qui me ressemblent, qui ont le même vécu que moi. » (IK, PT)
- 75 Sa trajectoire de socialisation, scolaire notamment, modelée par des formes de discrimination raciale, a produit une appréhension relationnelle, comme une résignation douloureuse et pourvoyeuse d'un mal-être social, par exemple lorsqu'elle côtoie des personnes blanches :
- « Parfois je ne réagis pas, surtout si je suis la seule personne de couleur du groupe. » (IK, PT)
- 76 La précarité sociale et les formes d'exclusion en jeu s'illustrent également chez nos enquêtées à travers un sentiment de décalage avec la filière d'études, voire d'inadaptation au système scolaire. Le confinement a supprimé tous les moments informels (discussions entre les cours, rencontres, etc.), le distanciel a laissé aux étudiant·es le goût d'une scolarité focalisée sur l'aspect académique des études :
- « Les gens tu leur parles juste pour les cours. » (CE, nPT)
- 77 Ainsi, ce focus soudain sur le contenu académique de la formation a précipité l'apparition, chez certain·es étudiant·es déjà peu en phase avec leur cursus, d'une dissonance cognitive lisible à travers la frustration liée au sentiment de « ne pas être à sa place », de « perdre son temps » (ST, PT), favorisant le vécu traumatique du confinement.
- 78 Les étudiant·es ayant choisi une filière « par dépit », « juste pour faire un choix » (GH, PT) sont ceux qui ont le plus souffert de l'enseignement à distance, conduisant même plusieurs interrogés au décrochage total. Le confinement a précipité la prise de



conscience d'un écart entre aspirations personnelles et choix académique, avec comme effet un sentiment de malaise, d'autant plus prégnant chez les jeunes dont le rapport au système scolaire est conflictuel. C'est le cas d'un étudiant qui fait état d'une socialisation scolaire douloureuse depuis l'école primaire, lorsqu'il a été diagnostiqué haut potentiel intellectuel (en même temps que bas potentiel émotionnel). Il a subi ce diagnostic comme une stigmatisation et une assignation à un état mental qui l'a handicapé tout le reste de sa scolarité : lourdes attentes scolaires à son égard, intériorisation d'une faiblesse relationnelle. L'école a ainsi été pour cet étudiant source de conflits familiaux, sociaux, et de stigmates :

« Je ne valais rien en tant qu'être social. » (GH, PT)

- 79 On lit dans son discours le travail ardu qu'il entreprend pour sortir des assignations et trouver un confort dans ses interactions sociales. Ces tensions perpétuelles constituent des fragilités relationnelles présentes chez les étudiant·es manifestant des symptômes de TSPT.

- 80 La précarité économique, de logement, d'emploi ou par non-accès à des outils technologiques de qualité dessine une troisième forme de vulnérabilité ayant favorisé un vécu traumatique des mesures sanitaires. Une étudiante relate sa souffrance durant son confinement, seule, dans un petit espace :

« Pendant le confinement, j'ai subi psychologiquement, imagine une année enfermée dans 22 m<sup>2</sup>. » (MN, PT)

- 81 Une autre étudiante, confinée avec sa famille, a souffert du manque d'intimité et d'une forte promiscuité :

« On s'entassait tous, en plus je n'ai pas une chambre pour moi, je dois dormir avec ma sœur. » (IK, PT)

- 82 Le cumul d'une activité rémunératrice en parallèle des études constitue un facteur de survenue d'un vécu traumatique. Un étudiant en grande souffrance pendant le confinement et travaillant comme préparateur de commandes admet être allé travailler même lorsqu'il était porteur du Covid-19 :

« Les trois jours de carence sur un contrat de douze heures, si tu te mets en arrêt, à la fin tu n'as plus grand-chose, donc je n'avais pas trop le choix ; il y a l'essence, ma facture de téléphone, plein de petits trucs pour un salaire de 400 euros. » (GH, PT)

- 83 On lit dans son discours le poids de la pression économique, l'impact sur sa santé physique et mentale.

- 84 La prise en compte, à l'aune de l'épidémie de Covid-19, des formes de précarité est d'autant plus importante que les jeunes générations actuelles font l'objet d'un réel appauvrissement ainsi que d'un durcissement des conditions d'entrée dans la vie active (Chauvel, 2010). Le taux de suicide des moins de 35 ans en France a doublé entre 1965 et 1995, symptôme d'un sentiment de déclassement social. Le sociologue Louis Chauvel met en lumière l'impact, sur la santé mentale des jeunes, de l'intériorisation d'échecs professionnels qui répondent pourtant à des logiques plus structurelles (Chauvel, 2010). L'université est un lieu de croyance du « salut par l'école » où le diplôme est vu comme un « bagage » nécessaire à l'insertion sociale, alors qu'il est un « instrument de classement individuel dans le cadre d'une compétition scolaire dont l'issue est fortement articulée à des statuts sociaux » (Bauer et Bertin-Mouro, 1995). La pression au classement social par la formation s'accroît parmi les classes sociales les moins favorisées (Beaud et Pialoux, 2012). De fait, on ne peut s'étonner que notre étude identifie la précarité économique comme catalyseur de souffrance au moment où les

portes de l'université, vue comme haut lieu d'acquisition des capitaux culturel et social, se sont fermées.

- 85 Plusieurs interrogées se trouvent à l'intersection de différentes formes de précarité. Certaines étudiant·es sont aussi parfois victimes de plusieurs discriminations – raciale, de genre, ou de classe par exemple –, complexifiant ainsi la délimitation des facteurs associés au vécu traumatique. Les trois formes de précarité étudiées (relationnelle, sociale et économique) caractérisent le groupe des étudiant·es présentant des symptômes de TSPT. Elles ont été renforcées par le confinement lié à l'épidémie.

### La précarité comme catalyseur des socialisations politiques revendicatives

- 86 Les étudiant·es présentant des trajectoires de socialisation politique préalablement modelées par une conscientisation antérieure des rapports sociaux de domination (classe, race, genre) liée notamment à un vécu personnel douloureux (formes de précarité) ont spécifiquement été impactées par les mesures sanitaires. Ces dernières ont renforcé leur sentiment de perte de libre arbitre, accélérant une politisation revendicative à l'égard des pouvoirs publics.
- 87 Par ailleurs, les étudiant·es qui ont été confinées dans des espaces urbains exigus, qui ont dû poursuivre leur activité professionnelle pendant le confinement ont une plus grande propension à se positionner en désaccord avec les autorités publiques. Mentionnons l'exemple d'une étudiante-infirmière qui manifeste des difficultés financières auxquelles s'est ajouté un sentiment d'exploitation économique pendant le confinement. Elle partage son vécu douloureux de la réquisition dont elle a fait l'objet :
- « J'ai travaillé en tant qu'aide-soignante à la place de mon stage d'infirmière. Clairement, ce qu'on a fait, c'est du travail gratuit, on a été payés 28 euros de la semaine. » (CD, nPT)
- 88 Son sentiment d'injustice est partagé par l'ensemble des étudiant·es de sa promotion et elle se positionne en opposition avec ces mesures gouvernementales :
- « Ce n'était pas seulement de l'aide mais un vrai poste, je pouvais faire jusqu'à vingt toilettes dans la matinée. On n'apprenait rien, c'était des semaines de stage gâchées. » (CD, nPT)
- 89 Alors que la désocialisation a été le lot d'un grand nombre d'étudiant·es pendant et après le confinement, certaines formes d'engagement politique apparaissent comme des voies de secours. Un interrogé estime que « le Covid [l']a rendu anarchiste », lui permettant alors d'imaginer un futur désirable :
- « J'ai envie que le peuple soit écouté, j'ai envie que ça change » ; « Je rêve d'un 1789 nouvelle forme. » (GH, PT)
- 90 Certaines étudiant·es politisées estiment pouvoir jouer un rôle. Une interrogée souhaite « réécrire l'histoire », par « le combat et la résistance » :
- « Bientôt, les gens vont aller à l'Élysée et on sait comment ça va finir. » (MN, PT)
- 91 Ce recours à l'imaginaire et à l'utopie constitue pour cette enquêtée une forme de réappropriation de l'événement traumatique : se projeter dans un futur imaginé permet de contrebalancer le sentiment d'incertitude que le confinement a créé.
- 92 La socialisation politique, formée par l'expérience des mesures de confinement, a créé des liens là où l'épidémie en a défait. Malgré la fermeture des espaces sociaux physiques, l'engouement pour les réseaux de communication virtuelle a délié certaines paroles :

- « J'exprime plus facilement mes opinions en ligne, parce qu'en face, ça fait un peu moralisateur. » (MO, nPT)
- 93 Cette étudiante se considère comme activiste. En ligne, les promotions étudiantes ont parfois débattu sur le contexte politique :
- « On discutait de tout, de rien, souvent de la crise et sa gestion, par exemple le fait que ça fait des années qu'on ferme les lits d'hôpitaux, les salaires du public ne font que diminuer et les conditions de travail s'aggravent. » (MO, nPT)
- 94 Ces échanges ont représenté un marqueur d'une expérience de socialisation entre pairs.
- 95 Ces nouvelles manières de faire lien pendant l'épidémie ont impacté les étudiant·es. Une interrogée le résume :
- « Le Covid, ça m'évoque mon passage à l'âge adulte : avant le premier confinement, j'avais 17 ans et là je vais en avoir 20. » (IK, PT)
- 96 L'expansion de la communication sur les réseaux numériques, par exemple, a ainsi pansé l'altération des interactions physiques pendant le confinement. David Le Breton parle à ce titre de bouleversements de nos rites d'interaction (Le Breton, 2020) : les gestes barrières créent une distance entre les corps et rendent suspecte une proximité trop grande. Si le déconfinement a permis le rapprochement social, une certaine distance de sécurité, avec le masque notamment, est resté de rigueur. Selon Le Breton, le port du masque « uniformise les visages en les rendant anonymes et défigure le lien social », le visage constituant « le lieu de la reconnaissance mutuelle ». L'analyse de l'altération du lien social par les gestes barrières bâtit des éléments de réponse à l'existence d'une désocialisation post-confinement que nous observons chez les étudiant·es traumatisés·es.
- 97 La politisation revendicative a ainsi constitué pour certain·es étudiant·es une véritable voie de secours par les liens qu'elle est parvenue à construire et le futur désirable qu'elle leur a permis d'imaginer. Un étudiant s'est syndiqué à la suite du confinement « dans une organisation étudiante, politique, communiste » :
- « Je me suis demandé : comment est-ce que je peux aider les étudiants ? »
- 98 Son syndicat a organisé des distributions alimentaires dans plusieurs cités universitaires et cet étudiant poursuit :
- « Le cadre militant m'a vraiment aidé à trouver un sens à tout ça, c'était le moment de se bouger, il y en a qui souffrent mille fois plus. » (AC, PT)
- 99 La syndicalisation de cet étudiant lui a permis de voir du monde, et de se sentir utile.
- 100 Si certaines mobilisations étudiantes ont pu voir le jour durant les confinements, l'épidémie de Covid-19 a aussi représenté un coup de frein pour nombre de manifestants ou militants. C'est le cas par exemple des mobilisations du 1<sup>er</sup> Mai, journée internationale des travailleurs, confinées sur les balcons (Chaulet, 2020). Il en est de même pour de jeunes militants engagés contre le dérèglement climatique, la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) ou le projet de réforme des retraites de 2020. La médiatisation croissante des violences, notamment policières<sup>7</sup>, durant les manifestations, à un moment où les médias se sont octroyé une place de choix dans les foyers français, est à l'origine pour certain·es interrogé·es d'une peur de se mobiliser dans la rue.

## Conclusion

- 101 Cette étude, en montrant que les étudiant·es les plus durement impactées par les mesures sanitaires présentent diverses formes de précarité, nous a permis de saisir les significations sociales des répercussions psychologiques de la pandémie de Covid-19. Notre analyse confirme l'impact univoque de l'épidémie sur la précarité estudiantine (Belghith *et al.*, 2020) mais apporte surtout un éclairage nouveau sur la perception que les étudiant·es en ont eue et leurs réactions, notamment en termes de politisation. Les restrictions sanitaires ont certes entraîné une dévalorisation symbolique de nombreuses formes de vie non institutionnelles et familiales (Lagasnerie, 2019), mais elles ont également créé de nouveaux espaces de socialisation politique. L'usage accru des réseaux sociaux, sur fond d'élection présidentielle, a favorisé pour certain·es une libération de la parole ; des formes d'action politique, sans l'aide d'un intermédiaire, se sont multipliées (participation à une manifestation, à une organisation syndicale, etc.), et ont forgé une opposition aux restrictions de circulation et aux mesures inégales de confinement. Ce travail contribue ainsi au débat plus large sur les effets sociaux, psychologiques et politiques de la pandémie en France.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- Bauer (Michel) et Bertin-Mouro (Bénédicte), « La tyrannie du diplôme initial et la circulation des élites : la stabilité du modèle français », dans Suleiman (Ezra) et Mendras (Henri), *Le recrutement des élites en Europe*, Paris, La Découverte, 1995, p. 48-63.
- Beaud (Stéphane) et Pialoux (Michel), *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, La Découverte, 2012, 492 p.
- Becquet (Valérie), « Les “jeunes vulnérables” : essai de définition », *Agora débats/jeunesses*, vol. 62, n° 3, 2012, p. 51-64. En ligne : <https://doi.org/10.3917/agora.062.0051>
- Belghith (Feres), Ferry (Odile), Patros (Théo) et Tenret (Élise), « La vie étudiante au temps de la pandémie de Covid-19 : Incertitudes, transformations et fragilités », *OVE Infos*, n° 42, septembre 2020.
- Berger (Peter) et Luckmann (Thomas), *La Construction sociale de la réalité*, 3<sup>e</sup> éd., Malakoff, Armand Colin, 2006 [1986], 357 p.
- Bourdieu (Pierre), « Questions de politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 16, septembre 1977, p. 55-89. En ligne : <https://doi.org/10.3406/arss.1977.2568>
- Bourdieu (Pierre) et Passeron (Jean-Claude), *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Éd. de Minuit, 1964, 179 p.
- Chaulet (Paul), « 1<sup>er</sup> mai : en plein confinement, la mobilisation sociale contrainte de se réinventer », *L'Express*, 30 avril 2020.
- Chauvel (Louis), *Le destin des générations. Structure sociale et cohortes en France du XX<sup>e</sup> siècle aux années 2010*, Paris, Presses universitaires de France, 2010, 426 p.

- Chuang (Ya-Han), *Une minorité modèle ? Chinois de France et racisme anti-Asiatiques*, Paris, La Découverte, 2021, 248 p.
- Darmon (Muriel), *La socialisation*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, Armand Colin, 2016, 126 p.
- Déloye (Yves) et Haegel (Florence), « Chapitre 12 – Politisation. Temporalités et échelles », dans Olivier Fillieule [dir.], *Sociologie plurielle des comportements politiques. Je vote, tu contestes, elle cherche...*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017, p. 321-346.
- Diallo (Rokhaya) et Robine (Jérémy), « En Seine-Saint-Denis, le virus de la ségrégation raciale », *Libération*, 7 mai 2020.
- Duchesne (Sophie) et Haegel (Florence), « Entretiens dans la cité, ou comment la parole se politise », *Espaces Temps*, vol. 76-77, n° 1, 2001, p. 95-109. En ligne: <https://doi.org/10.3406/espas.2001.4168>
- Galland (Olivier), *20 ans, le bel âge ? Radiographie de la jeunesse française d'aujourd'hui*, Paris, Nathan, 2022, 151 p.
- Gandré (Coralie) et Coldefy (Magali), « Les inégalités face au risque de détresse psychologique pendant le confinement. Premiers résultats de l'enquête COCLICO du 3 au 14 avril 2020 », *Questions d'économie de la santé*, n° 249, juin 2020, 7 p.
- Gauthier (Jérémie), « État d'urgence sanitaire : les quartiers populaires sous pression policière », dans Brun (Solène) et Simon (Patrick) [dir.], dossier « Inégalités ethno-raciales et pandémie de coronavirus », *De facto*, n° 19, mai 2020, p. 57-67. En ligne : <http://icmigrations.fr/2020/05/15/defacto-019-03/>
- Gaxie (Daniel), *Le Cens caché*, Paris, Éd. du Seuil, 1978, 268 p.
- Gilbert (Pierre), « Le Covid-19, la guerre et les quartiers populaires », *Métropolitiques*, 15 avril 2020.
- Grignon (Claude) et Gruel (Louis), *La vie étudiante*, Paris, PUF, 1999, 194 p.
- Hughes (Everett C.), *Le regard sociologique. Essais choisis*, Paris, Éd. de l'EHESS, 1996, 344 p.
- Ipsos, *L'abstention lors de l'élection présidentielle*, mars 2022, 27 p.
- Lagasnerie (Geoffroy de), *La conscience politique*, Paris, Fayard, 2019, 237 p.
- Lardeux (Laurent) et Tiberj (Vincent), *Génération désenchantée ? Jeunes et démocratie*, Paris, La Documentation française, 2021, 235 p.
- Laurence (Jean-Christophe), « Les épidémies au fil des siècles », *La Presse*, 18 mars 2020. En ligne : <https://www.lapresse.ca/actualites/covid-19/2020-03-18/les-epidemies-au-fil-des-siecles>
- Le Breton (David), « Coronavirus : “Le port du masque défigure le lien social” », *Le Monde.fr*, 11 mai 2020.
- Mazouz (Sarah), *Race*, Paris, Anamosa, 2020, 96 p.
- Michon (Sébastien), « Les effets des contextes d'études sur la politisation », *Revue française de pédagogie. Recherches en éducation*, vol. 163, n° 2, 2008, p. 63-75. En ligne : <https://doi.org/10.4000/rfp.987>
- Millet (Mathias), « La socialisation universitaire des cultures étudiantes par les matrices disciplinaires », dans Neyrat (Yvonne) [dir.], *Les cultures étudiantes. Socio-anthropologie de l'univers étudiant*, Paris, L'Harmattan, 2010, p. 13-26.
- Muxel (Anne), *Politiquement jeune*, La Tour-d'Aigue, Éd. de l'Aube, 2018, 196 p.

- Observatoire régional de la santé et du social (OR2S), *Diagnostic territorialisé des Hauts-de-France*, ARS Hauts-de-France, OR2S Picardie, 2017, 86 p.
- Observatoire régional de santé Île-de-France, « Quels “travailleurs-clés” lors de la première vague de Covid-19 ? », *Focus santé en Île-de-France*, décembre 2020, 24 p.
- Pateman (Carole), *Le contrat sexuel*, Paris, La Découverte, 2010, 332 p.
- Pudal (Bernard), *Prendre parti : pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1989, 329 p.
- Salehein (Maxime), Plancke (Laurent) et Amariei (Alina), *Impacts de l'épidémie de Covid-19 sur le recours aux soins au sein des établissements du GHT Psy Nord-Pas-de-Calais en 2020*, rapport de la F2RSMPSy, Saint-André-lez-Lille, Fédération régionale de recherche en psychiatrie et santé mentale Hauts-de-France, septembre 2021, 46 p.
- Thin (Daniel), « “Les plus hauts ils aiment bien que le peuple... reste aveugle”. Groupes de femmes de quartiers populaires et socialisation politique », *Sociétés contemporaines*, vol. 112, n° 4, 2018, p. 23-44. En ligne : <https://doi.org/10.3917/soco.112.0023>
- Van de Velde (Cécile), *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF, 2008, 288 p.
- Wathelet (Marielle), Fovet (Thomas), Jousset (Amélie), Duhem (Stéphane) et al., « Prevalence of and factors associated with post-traumatic stress disorder among French, university students 1 month after the Covid-19 lockdown », *Translational Psychiatry*, vol. 11, n° 1, 2021, p. 327. En ligne : <https://doi.org/10.1038/s41398-021-01438-z>
- Wenger (Stéphanie) et Le Nevé (Soazig), « Mobilisation étudiante : “Entre la fatigue, le flou, la colère et la solitude, on fait quoi ?” », *Le Monde.fr*, 21 janvier 2021.

## NOTES

1. Je remercie Fabien D'Hondt et Marielle Wathelet pour leur encadrement et leurs relectures. Je remercie également Joël Charbit pour sa contribution généreuse à la relecture de cet article.
2. Cette étude sociologique est un des axes de l'enquête transversale répétée COSAME pour laquelle un financement de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et de la région Hauts-de-France a été obtenu.
3. *Post-traumatic stress disorder Check-list-5*. C'est un questionnaire d'autoévaluation de 20 items qui évalue les symptômes de l'état de stress post-traumatique selon les critères du DSM-5 (*Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux, et des troubles psychiatriques – Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders*).
4. La mention « probable » caractérise l'absence d'un diagnostic médical.
5. Alors même que le recours aux soins mentaux a été impacté par la fermeture pendant le confinement de certaines structures de santé, comme les centres médico-psychologiques (Salehein, Plancke et Amariei, 2021).
6. Précisons que les moyennes d'âge et de niveau d'études sont sensiblement les mêmes entre les deux groupes d'interrogés.
7. Le rapport 2019 de l'IGPN (Inspection générale de la police nationale) relate à ce titre une augmentation de 41 % des enquêtes pour violences policières par rapport à 2018 et signale aussi la mort de douze personnes entre les mains de policiers de début avril à début mai (au premier confinement) ; c'est l'équivalent du taux de meurtres policiers sur une année entière au début des années 2010.

---

## RÉSUMÉS

L'épidémie de Covid-19 a eu des effets ambivalents sur les diverses socialisations politiques des étudiant-es de l'enseignement supérieur en France. La crise sanitaire, loin d'avoir un effet dépolitisant, a renforcé certaines dispositions politiques, voire en a créé de nouvelles. La délégitimation des formes politiques institutionnelles est valable pour la majorité des interrogé-es. Cependant, ce sont les étudiant-es les plus durement impacté-es par les restrictions sanitaires, également les plus précaires, qui font état d'une politisation revendicative accélérée par la période épidémique.

The Covid-19 epidemic had equivocal effects on the various political socializations of higher education students in France. The health crisis, far from having a depoliticizing effect, reinforced political dispositions, and even created new ones. The delegitimization of institutional political forms is valid for most of students questioned. Yet, it is the students the most severely affected by sanitary restrictions, who are also the most precarious, who report an accelerated politicization with revendications.

La pandemia de Covid-19 ha tenido efectos ambivalentes en los diversos procesos de socialización política de los/las estudiantes de la enseñanza superior en Francia. La crisis sanitaria, en lugar de tener un efecto despolitizador, ha consolidado algunas tendencias políticas, e incluso ha creado otras nuevas. La mayoría de los/las encuestados/as considera válida la deslegitimación de las formas políticas institucionales. Sin embargo, son aquellos/aquellas estudiantes que han sufrido con mayor dureza las consecuencias de las restricciones sanitarias, que también son los que se encuentran en una situación más vulnerable, los que han hecho gala de una politización reivindicativa acelerada por el período pandémico.

## INDEX

**Palabras claves :** Covid-19, estudiantes, politización, socialización

**Keywords :** Covid-19, students, politicization, socialization

**Mots-clés :** Covid-19, étudiant-es, politisation, socialisation

## AUTEUR

### MAXIME SALEHEIN

Doctorant en sociologie, Maxime Salehein prépare une thèse de sociologie sur la prévention du suicide.

maxime.salehein[at]gmail.com